

Un sondage politique

Une actualisation d'un processus politique contentieux



“

Décrire les réalités humaines, essayer de les comprendre, c'est peut-être aussi aider à la fois ceux qui exercent le pouvoir et ceux qui le leur confient à mieux appréhender ces réalités; c'est aussi concourir, sans sortir de son rôle, à donner toute sa dimension à la politique. ”

Alfred Grosser,
Historien, Politologue et Journaliste,
Professeur Honoraire de Sciences PO,
Paris (France)

Le groupe d'étude sur le Congo (GEC) est un projet de recherche indépendant, à but non lucratif dédié à la compréhension de la violence qui affecte des millions de Congolais. Nous effectuons des recherches rigoureuses sur les différents aspects du conflit en République Démocratique du Congo. Toutes nos études reposent sur une connaissance approfondie de l'historique et de la sociologie de la problématique étudiée. Nous sommes basés au centre de coopération internationale à l'Université de New York.

Toutes nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur : et www.gecongo.org

Créé en 1990, le « Bureau d'Études, de Recherches, et de Consulting International » (BERCI) est une société à responsabilité limitée dédiée à la mise en œuvre des projets de recherche et d'évaluation pour améliorer la prise de décisions fondées sur des données factuelles en RDC. Premier Institut de Sondage congolais, les activités de recherche de BERCI sont centrées sur des thématiques liées au développement, à la bonne gouvernance, au renforcement de l'Etat et à la consolidation de la paix. Les sondages politiques BERCI à but non lucratif sont conjointement coordonnés par la fondation BERCI, ASBL.

Crédits images : Page de garde : Une femme passant devant le siège de la Commission électorale à Kinshasa, le 5 novembre 2017. JOHN WESSELS /AFP ; p.7 : Article 15. Chéri Benga, 2015; p.8. Corneille Nangaa ; Photo@CENI_RDC; p.10. Nikki Haley entourée de Félix Tshisekedi, Pierre Lumbi, Eve Bazaiba et Vital Kamerhe@ mediacongo.net ; p.11. Kabila à Goma de Kinkaya bin Karubi upload @ <http://kikayabinkarubi.net/>_2017 ; p.12. Conseil de Sécurité de l'ONU @Reuters/Brenden Mc Dermid ; p.20; Enquêteurs BERCI au siège de l'Institut BERCI de Kinshasa, 2018 @Berci.

Table des matières

4

Résumé exécutif

5

Introduction

7

Un électorat profondément
sceptique

8

Élections

9

Voies de
sortie

10

Forte opposition
au gouvernement

12

Comment vont se
jouer les élections ?

17

Engagement
international

19

Méthodologie

Résumé exécutif

Le Bureau d'Études, de Recherches, et de Consulting International (BERCI) et le Groupe d'Étude sur le Congo (GEC) de l'Université de New York ont organisé une série de sondages politiques représentatifs au niveau national à travers la République démocratique du Congo en août 2017, en novembre 2017 et en février 2018.

Les sondages ont été réalisés afin de mieux comprendre l'attitude du public congolais envers les troubles politiques qu'a connus le pays pendant qu'il se dirige vers les élections. Les résultats indiquent un électorat profondément sceptique envers la commission électorale, 69% des répondants ne lui font pas confiance pour organiser des élections crédibles. Envers le Président Kabila, 80% des personnes interrogées ont une opinion défavorable à son égard. Un total de 74% des répondants soutiennent la position de certaines organisations de la société civile et des partis de l'opposition selon lesquels Kabila devrait quitter le pouvoir avant la tenue des élections.

Néanmoins, le public congolais reste fortement attaché au processus démocratique, avec 95% déclarant qu'ils ont l'intention d'aller voter aux prochaines élections, actuellement prévues pour le 23 décembre 2018. Septante-huit pour cent des répondants soutiennent également les récentes manifestations, dirigées par le Comité Laïcs de Coordination (CLC) de l'Église catholique, qui exige la mise en œuvre intégrale de l'accord du 31 décembre 2016 signé entre l'opposition et les membres de la mouvance présidentielle.

Si les élections avaient lieu et en supposant que celles-ci soient libres et transparentes, le sondage donne à penser que l'opposition partant gagnante, le risque de les perdre demeure de leur côté. Seulement 17% des répondants déclarent qu'ils voteraient pour un candidat de la coalition présidentielle, cependant les votes de l'opposition seraient très dispersés avec Moïse Katumbi étant la figure la plus populaire, obtenant 24% des voix. Une légère majorité de sièges au Parlement serait contrôlée par une large coalition de partis d'opposition, même si les alliances peuvent changer facilement.

L'opinion public reste favorable à une intervention étrangère dans la négociation d'une solution politique à l'impasse actuelle et aux conditions imposées par la Communauté Européenne en conformité avec la mise en œuvre de l'Accord du 31 décembre 2016 pour le financement des élections. Une forte majorité des répondants (68%) se félicitait, en août 2017, des sanctions imposées par l'Union européenne et les États-Unis contre des membres du gouvernement, et 77% approuveraient la création d'un Comité de pilotage international pour accompagner le processus électoral. En dépit des critiques véhémentes du gouvernement sur la Belgique, la popularité de ce pays a augmenté considérablement, avec 82% des répondants déclarant que c'est une influence positive pour le Congo.



Siège du gouvernement à Kinshasa, quartier de la Gombe, février 2016 (photo d'illustration) © JUNIOR KANNAH/AFP

Les sondages ont été réalisés via des entretiens téléphoniques de 1024 personnes âgées de 18 ans et plus en février 2017, de 1277 répondants en avril 2017, de 1129 personnes en août 2017, de 1101 enquêtées en novembre 2017 provenant des 26 provinces du pays. Les données du sondage de janvier/février 2018 auprès de 1118 répondants provenant des 25 des 26 provinces de la RDC sont aussi analysées, l'exception étant la province de Tshuapa. Les interviews se sont déroulées du 19 au 28 février 2017, du 6 au 11 août 2017, du 9 au 16 novembre 2017, et du 30 janvier au 10 février 2018. La marge d'erreur des sondages était d'environ 3%.

Introduction

Le renforcement des Institutions démocratiques et des capacités administratives de l'Etat est essentiel à la consolidation de la Paix. Mais l'analyse des conflits ne devrait pas se limiter aux institutions étatiques. Il est, désormais, fondamental de mieux comprendre le contexte local et les conditions sociales pour intervenir efficacement dans un Etat fragile. Ce *virage local* dans la problématique de la consolidation de la paix se focalise sur le rôle souvent négligé des acteurs politiques et sociaux locaux.¹

Le Bureau d'Etudes, de Recherches, et de Consulting International (BERCI) et le Groupe d'Etude sur le Congo (GEC) de l'Université de New York ont organisé une série de sondages d'opinion politique représentatifs au niveau national à travers la République Démocratique du Congo en août 2017, novembre 2017 et février 2018. Notre objectif était de permettre aux congolais de tous âges et origines sociales d'exprimer leurs points de vues dans une conversation politique dominée par les élites congolaises et les experts étrangers.

La crise politique

La crise politique actuelle rend cet exercice d'autant plus pertinent aujourd'hui. Le pays était censé tenir des élections historiques en décembre 2016, ce qui aurait dû aboutir au premier transfert démocratique du pouvoir exécutif dans l'histoire du pays. Lié par la limite du mandat constitutionnel, le Président Joseph Kabila aurait dû quitter le pouvoir, consolidant ainsi les institutions mises en place au cours du processus de paix congolais. Les élections ont toutefois été retardées pour des raisons logistiques, financières et politiques. Alors que la Cour constitutionnelle décidait que le Président Kabila pouvait rester au pouvoir jusqu'à l'élection du nouveau président élu, l'opposition et une grande partie de l'opinion publique était en désaccord avec cette décision.² Afin de répondre à cette crise de légitimité, l'église catholique a négocié un accord entre les principaux partis d'opposition et la coalition au pouvoir le 31 décembre 2016. Aux termes de cet accord, un gouvernement d'union nationale devait être formé pour conduire le pays à des élections avant la fin de 2017. Une autre institution, le Conseil national de

suivi de l'accord (CNSA) devait être créée pour superviser la mise en œuvre de l'accord. Le gouvernement et le CNSA devaient être dirigés par un membre de l'opposition.

Une mise œuvre chaotique de l'accord de la Saint Sylvestre

Le 7 avril 2017, le Président Kabila a nommé Bruno Tshibala, un membre dissident du parti d'opposition UDPS, comme premier ministre. L'UDPS et de nombreux autres partis de l'opposition ont rejeté la candidature de Tshibala. Malgré cela, certains petits partis ont participé au gouvernement, qu'il a formé le 9 mai 2017. La réaction a été similaire lorsque Joseph Olenghankoy, le chef d'un petit parti d'opposition, a été nommé en tant que président du CNSA le 22 juillet 2017.

Les autres partis de l'opposition, largement représentés dans le Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au Changement, réclament maintenant la démission de Kabila, faisant valoir qu'on ne pouvait pas lui faire confiance pour la tenue des élections. Des associations de la société civile et de jeunes, dont la plupart se sont regroupés dans une coalition dénommée, le Collectif d'Action de la Société Civile (CASC), ont lancé un appel similaire. Les deux groupements ont essayé d'organiser des protestations de rue, mais cela s'est avéré quasi impossible depuis septembre 2016 --lorsque de grandes manifestations ont ébranlé le pays-- en raison d'une répression brutale par les forces de sécurité. Le 5 novembre 2017 la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) a enfin publié, une semaine après la visite diplomatique de l'Ambassadrice des États-Unis Nikki Haley auprès des Nations Unis, son calendrier électoral, qui planifie les élections présidentielle et législatives pour le 23 décembre 2018. Depuis lors, l'élan vers des élections s'est accéléré.

Le 16 décembre 2017, le Parlement a adopté une nouvelle loi électorale qui a été rapidement promulguée par Joseph Kabila le 24 décembre 2017. La loi a été critiquée par la société civile, l'opposition et même par certains membres de la majorité présidentielle car elle favorise

1. Malte Brosig & Norman Sempijja (2018) Human development and security sector reform: The examples of Liberia and the Democratic Republic of Congo, *African Security*, 11:1, 59-83, DOI: 10.1080/19392206.2017.1419622.

2. Lors du sondage de la mi-2016, nous avons demandé à 7,500 personnes la question suivante : "Si les élections nationales ne se tiennent pas avant la fin de l'année est-ce que le président doit démissionner ou peut-il rester au pouvoir jusqu'à ce que les élections se tiennent ?" septante-quatre pour cent ont déclaré que Kabila devait partir avant la fin de l'année 2016.

le parti au pouvoir. Les coalitions politiques, les partis politiques et les indépendants doivent maintenant avoir un taux de représentativité au niveau national de 1% aux élections législatives nationales afin d'être éligibles pour un siège au Parlement. Elle augmente aussi la caution à payer pour être en mesure de participer aux élections.

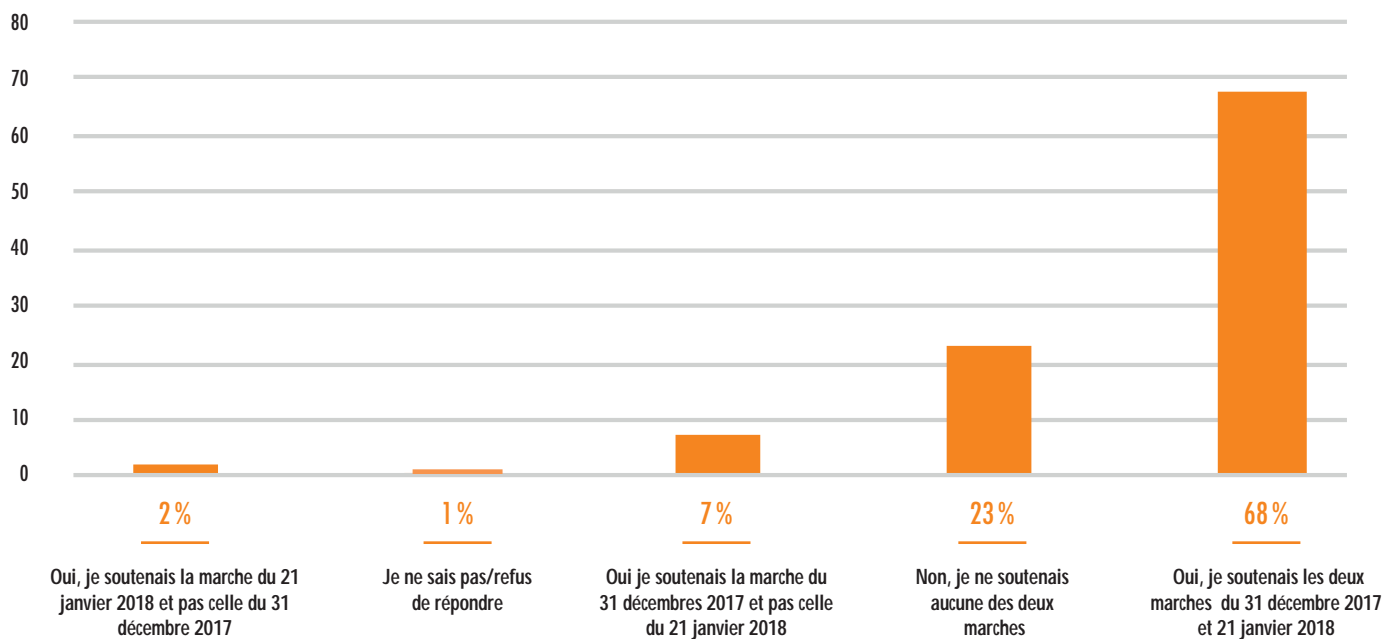
Notre sondage de février 2018 indique qu'une grande majorité des répondants (64%) soutient la plainte déposée contre cette loi auprès de la Cour constitutionnelle par un groupe non-partisan de parlementaires dissidents. D'aucuns continuent à être critiques de la tenue des élections dans ces conditions. En novembre dernier, l'église catholique et le Comité Laïc de Coordination (CLC), un groupe de laïcs catholiques, ont appelé à des manifestations pacifiques à l'occasion de l'anniversaire du compromis du 31 décembre 2016, compte tenu de ce que les termes de l'accord n'ont pas encore été respectés.

Deux marches non autorisées ont eu lieu le 31 décembre 2017 et 21 janvier 2018, où au moins treize personnes ont été tuées, malgré les appels de l'ONU et d'autres à respecter le droit des peuples à protester.³ Selon la

Mission de l'ONU au Congo (MONUSCO), plusieurs prêtres ont été battus et arrêtés, 57 personnes ont été blessées et 111 personnes ont été arrêtées dans tout le pays.⁴ Le sondage du GEC/BERCI de février 2018 indique qu'au total 78% des répondants ont soutenu les manifestations du 31 décembre 2017 et 21 janvier 2018, tandis que 73% des personnes interrogées pensent que l'implication et le soutien d'autres organisations confessionnelles religieuses ont renforcé le mouvement.

Le Président Joseph Kabila sort de son Silence

Pour la première fois en six ans⁵, Joseph Kabila a tenu une conférence de presse le 26 janvier 2018, jour marquant l'anniversaire de ses 17 années au pouvoir, en présentant son évaluation de la situation politique et ce qu'il considérait comme son héritage. Bien que la conférence de presse ait été largement couverte, seulement 19% des personnes interrogées dans notre sondage de février 2018 sont d'accord avec l'évaluation du Président Kabila quant à la situation actuelle.⁶



3. MONUSCO et <http://www.scmp.com/news/world/africa/article/2126346/eight-killed-church-altar-boys-detained-dr-congo-forces-launch>

4 Florence Marshal, MONUSCO, telle citée par <http://www.kinshasatimes.cd/rdc-une-guerre-de-chiffres-autour-du-bilan-de-la-marche-du-21-janvier/>

5 La dernière conférence de presse de Kabila s'est tenue en juillet 2012.

6 Nous avons posons la question suivante dans le sondage de janvier/février 2018: Quelle est votre appréciation des propos tenus par le Président Kabila pendant sa conférence de presse du 21 janvier 2018?

Un électorat profondément sceptique

Compte tenu de ce contexte, il n'est pas surprenant que la majorité de la population soit relativement défaitiste sur l'avenir du Congo. Selon notre sondage de février 2018, 81% des personnes interrogées pensent que le pays se dirige dans la mauvaise direction : ils étaient 72% à penser de cette façon en novembre 2017 et à peu près le même nombre que dans notre sondage de février 2017. Par ailleurs, la majorité des répondants (55%) estimaient en novembre 2017 qu'il y avait un risque accru de conflits sociaux au cours des prochains mois.

Toutefois, cela semble être une condamnation qui concerne le leadership du pays, plutôt que l'expression d'un désespoir sur la destinée du pays. En effet, lorsqu'interrogés sur leur avenir au cours des cinq prochaines années, 82% des répondants sont « très/plutôt optimiste » et 64% des répondants pensent de même pour le pays. Ceci suggère que les Congolais croient qu'ils possèdent en eux le pouvoir d'apporter des changements dans leur pays, contrairement au « Congo-pessimisme » répandu parmi beaucoup de commentateurs. Lorsqu'on leur demande ce qui détermine le destin du Congo, 46% des répondants déclarent en 2018 que ce sont



Article 15@Chéri Banga, 2015

les « Congolais eux-mêmes », plutôt que « la communauté internationale » (31%), « les pays voisins ou régionaux » (8%), ou « Dieu » (13%). Cet optimisme semble s'être ancré dans l'esprit de l'« Article 15 », une expression congolaise évoquant un article imaginaire de la Constitution selon laquelle chacun devrait se débrouiller par lui-même et ne rien attendre de l'Etat.

En ce qui concerne l'avenir du pays dans les cinq prochaines années, êtes-vous tout à fait optimiste, plutôt optimiste ou tout à fait pessimiste? (Tout à fait/plutôt optimiste)

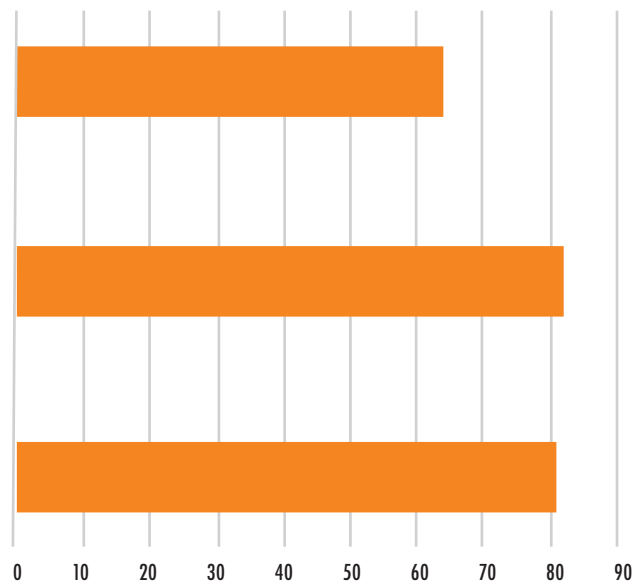
64%

En ce qui concerne votre avenir personnel dans les 5 prochaines années, êtes-vous tout à fait optimiste, plutôt optimiste ou tout à fait pessimiste ? (% Tout à fait/plutôt optimiste)

82%

Pensez-vous que le pays va dans la bonne ou la mauvaise direction ? (% Mauvaise direction seulement)

81%



Élections

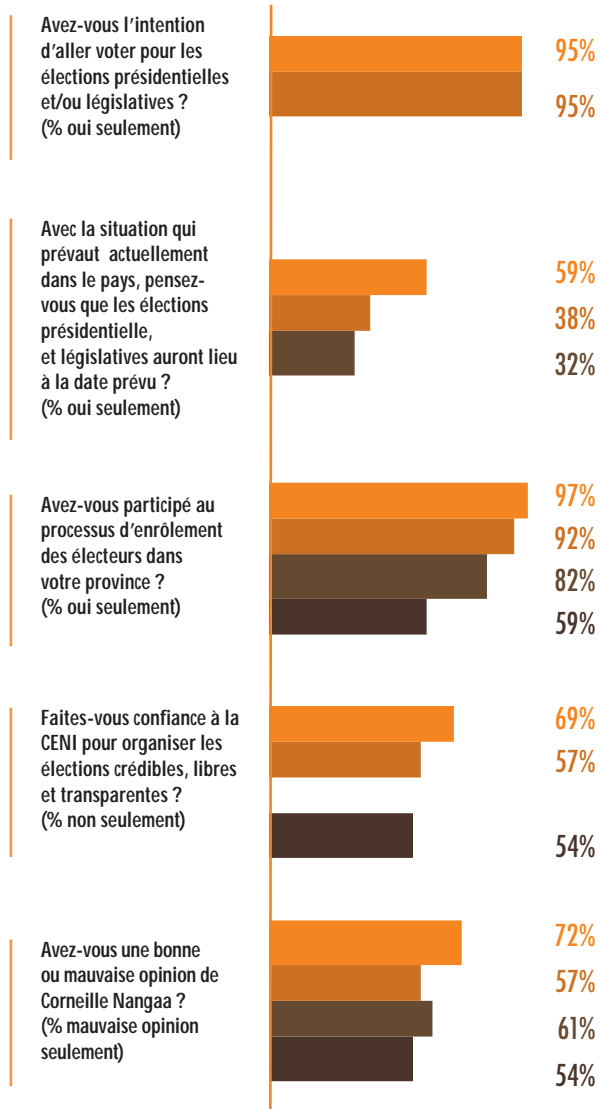
Le sentiment morose sur la situation du pays est probablement enraciné dans l'impasse politique actuelle. Une proportion dramatique de la population (69%) ne fait pas confiance à la commission électorale nationale indépendante (CENI) en février 2018 – une augmentation de 26% par rapport à la mi-2016. Soixante-douze pour cent de la population, en février 2018, a aussi une opinion négative de Corneille Nangaa, Président de la CENI, comparé à 57% en novembre dernier.



Par ailleurs, 60% des personnes interrogées déclaraient en novembre 2017 ne pas soutenir le calendrier électoral récemment publié, qui prolonge le mandat du Président Kabila d'une année supplémentaire.

Le soutien au processus démocratique

Néanmoins, comme semblent indiquer les derniers sondages, le soutien de la population au processus démocratique et à la Constitution reste fort. En février 2018, un total de 97% des personnes interrogées déclarent s'être enrôlées pour les élections, un pourcentage qui correspond avec les chiffres fournis par la CENI, tandis que 95% des répondants déclarent leur intention de voter, la même proportion qu'en novembre dernier. Pendant ce temps, la proportion de la population qui pense que les élections auront lieu comme prévu est passée de 32% en août 2017 à 59% en février 2018.



Voies de sortie

De profondes divisions sont apparues pour sortir du dilemme politique actuel. Une grande partie de l'opposition, de la société civile et des mouvements de jeunesse ont exigé la démission de Kabila à la fin de 2017, alors que les principaux bailleurs de fonds, l'ONU et l'Union africaine ont tous approuvé le calendrier de la CENI. Les États-Unis sont allés jusqu'à dire qu'il s'opposerait à toute « passation de pouvoir, inconstitutionnelle » se référant ostensiblement à l'appel de l'opposition pour un gouvernement de transition.⁷

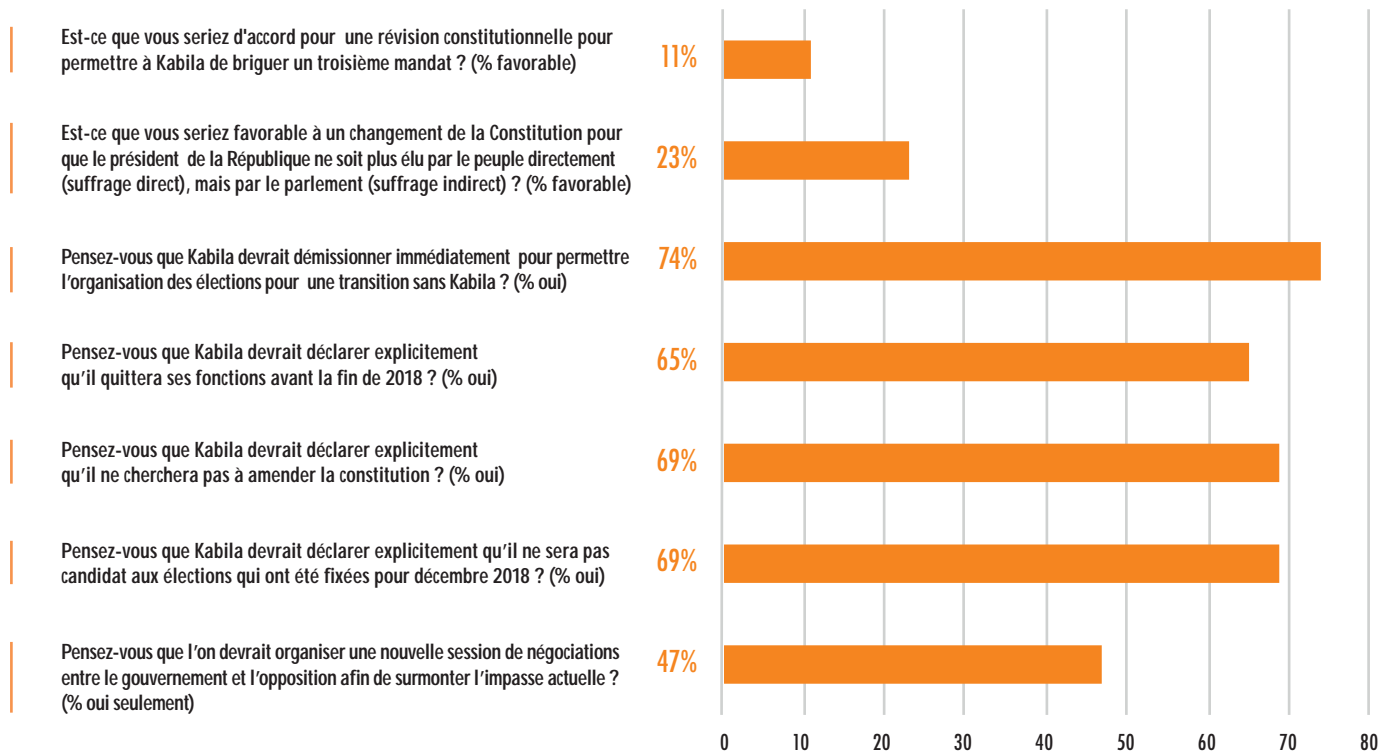
Une opinion publique pro-opposition

L'opinion publique congolaise semble se ranger davantage du côté de l'opposition et de la société civile. Dans notre dernier sondage de 2018, une proportion encore moindre de répondants est favorable à un référendum constitutionnel qui permettrait à Kabila de briguer un nouveau mandat par rapport à l'année dernière : seulement 11%, comparé à 16% en mi-2016 et 7% en

novembre 2017. Cinquante-neuf pour cent des répondants soutenaient une transition sans Kabila comme président en novembre 2017, et ce pourcentage est passé à 74% en janvier 2018.

Selon le sondage de février 2018, l'idée d'une reprise des négociations entre l'opposition et le parti au pouvoir gagne du terrain : 47% des personnes interrogées soutiennent cette option, contre 28% en novembre dernier. Néanmoins, une grande majorité des répondants pense que Kabila devrait déclarer explicitement qu'il quittera le pouvoir avant la fin de 2018 (65%) et qu'il ne changera pas la Constitution (69%).

Enfin, contrairement aux propositions lancées par certains membres de la majorité présidentielle, seulement 23% de la population approuve un changement de la Constitution pour permettre au Président d'être élu indirectement par le Parlement, un changement, dont d'aucuns pensent qu'il pourrait ouvrir la porte pour un troisième mandat pour Kabila.



7. Donald Y. Yamamoto, Acting Assistant Secretary, Déclaration du Bureau des Affaires Africaines devant le sous comité Africain du Comité des Affaires étrangères du Sénat à Washington, DC, le 9 novembre, 2017 - Département d'Etat des USA dans <https://www.state.gov/p/af/rls/rm/2017/275449.htm>.

Forte opposition au gouvernement



Les cotes de popularité montrent un électorat clairement favorable à l'opposition et critique envers la coalition au pouvoir. En février 2018, 80% ont une mauvaise opinion du Président Kabila--une hausse de 8% par rapport à l'année dernière et son plus haut niveau de désapprobation depuis son arrivée au pouvoir en 2001. Une rétrospective des sondages politiques BERCI indique qu'une fois la courbe de désapprobation d'un président congolais traverse la courbe des bonnes opinions, la tendance à la baisse observée est irréversible.⁸

La même tendance à la baisse peut être observée en ce qui concerne le gouvernement et la CNSA. Une grande majorité des personnes interrogées ont une opinion défavorable :

- Du Premier ministre Bruno Tshibala (60% en août 2017, 61% en novembre 2017 et 70% en février 2018) ; et
- De Joseph Olenghankoy, le Président en charge de la mise en œuvre et du suivi de l'accord de la Saint-Sylvestre, (65% en août 2017, 57% en novembre 2017 et 70% en février 2018).

La tendance inverse s'observe, cependant, avec l'opposition, malgré leur incapacité à mobiliser la population pour «dégager» Kabila du pouvoir. Environ 70% des personnes interrogées ont une opinion favorable à l'opposition politique en général :

- 78% ayant une bonne opinion du leader de l'opposition : Moise Katumbi – une augmentation de huit points par rapport à la mi-2016 ;
- 66% de bonne opinion pour Félix Tshisekedi - une augmentation de 11% par rapport à février 2017 ; et
- 72% d'opinions favorables pour Eve Bazaiba en février 2018 - une augmentation de 40% par rapport à la mi-2016.

Nous avons un niveau similaire de « bonnes opinions », en novembre 2017 avec environ 70% d'opinion favorable pour les mouvements principaux de jeunesse, Lucha et Filimbi (les autres groupes plus récents, tels que Telema Ekoki et les Congolais Debout, avaient des scores un peu plus faibles).

En ce qui concerne les autres leaders de l'opposition, la tendance à la hausse se confirme :

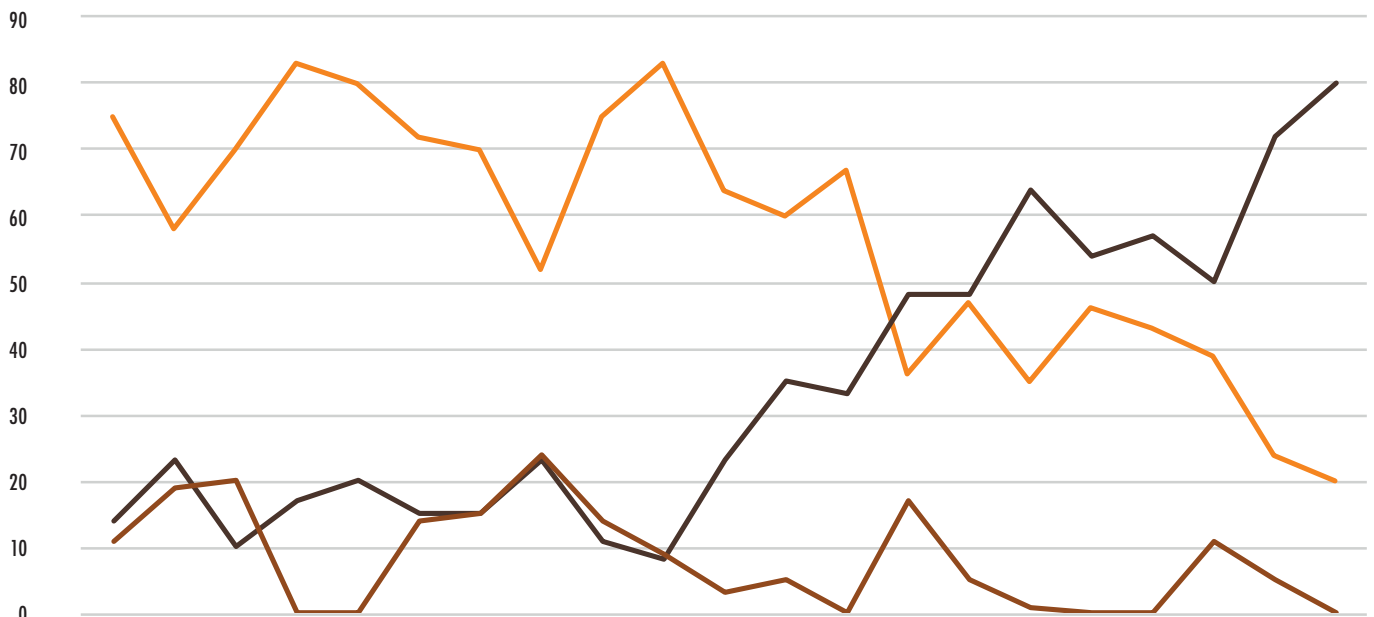
- La cote de *bonnes opinions* de Vital Kamerhe a également augmenté en passant de 46% en mi-2016 à 56% en février 2018; ainsi que
- Martin Fayulu qui passe de 30% à la mi-2016 à 57% en février 2018 de *bonnes opinions* ;
- Sindika Dokolo, quant à lui, passe de 35% en août 2017 à 50% en février 2018.⁹

8. Cf. Les scores de bonnes opinions des Président L.D. Kabila et Mobutu dans les sondage Berci de 1992 à 2000.

9. Le beau-fils de l'ex-Président de l'Angola, Eduardo dos Santos et Président de l'ONG, "les Congolais Debout".



AVEZ-VOUS UNE BONNE OPINION, MAUVAISE OPINION OU PAS D'OPINION DU TOUT DU PRÉSIDENT JOSEPH KABILA?¹⁰



	Sept. 2001	Oct. 2001	Mars 2001	Juillet 2001	Nov. 2001	Jan. 2002	Avril 2002	Févr. 2002	Juillet 2003*	Oct 2003**	Oct. 2007*	Avril 2009	Juin 2010	Sept. 2011	Sept. 2014	Jan. 2015	Mars 2015	Févr. 2016	Mai 2016*	Févr. 2017*	Févr. 2018
Bonne opinion	75%	58%	70%	83%	80%	72%	70%	52%	75%	83%	64%	60%	67%	36%	47%	35%	46%	43%	39%	24%	20%
Mauvaise opinion	14%	23%	10%	17%	20%	15%	15%	23%	11%	8%	23%	35%	33%	48%	48%	64%	54%	57%	50%	72%	80%
Pas d'opinion du tout	11%	19%	20%	0%	0%	14%	15%	24%	14%	9%	3%	5%	0%	17%	5%	1%	0%	0%	11%	5%	0%

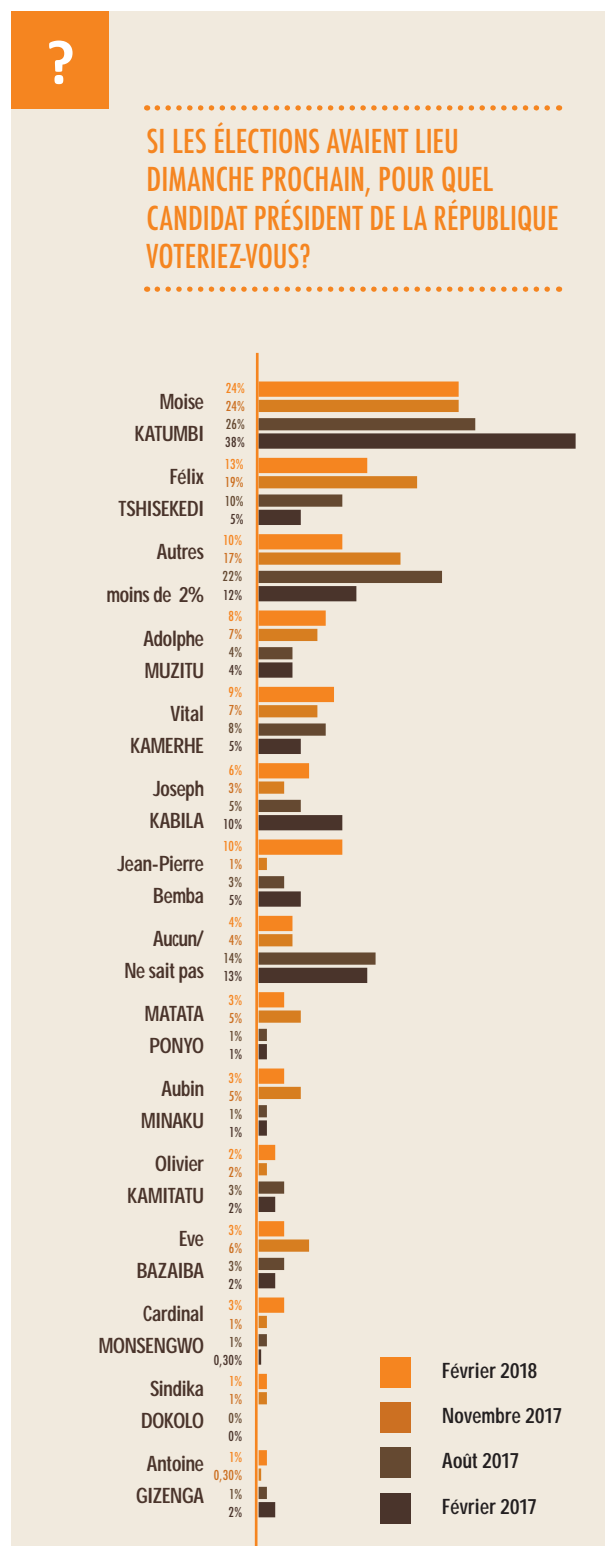
10. (*) Sondage national; (**) Sondage réalisé dans les capitales des 11 provinces, tous les autres sondages étant réalisés à Kinshasa. En mi-2016 la question posée était: «Soutenez-vous fortement, moyennement, ou pas du tout, la manière dont le Président Kabila gère son travail en tant que Président de la République? – “Fortement” et “moyennement” sont considérés comme « bonne opinion » et « pas du tout » est considéré comme « mauvaise opinion ».

Comment vont se jouer les élections?

Réalisé quelques mois avant la tenue des élections un sondage politique n'est pas un indicateur fiable des intentions de vote. Toutefois, il peut être instructif sur la dynamique politique en général, considérant que, comme indiqué ci-dessus, 95% de la population a l'intention de voter aux prochaines élections présidentielles. L'analyse ci-dessous ne concerne que ce groupe de répondants.

Des intentions de vote fragmentées

Les résultats de nos sondages indiquent qu'un large soutien populaire de l'opposition ne se traduit pas nécessairement en une victoire dans les urnes. Le Parlement a modifié la Constitution en 2011 pour éliminer le second tour de l'élection présidentielle, qui aurait permis aux candidats de l'opposition de former une coalition contre le président sortant. Ce changement permet à Kabila de jongler avec les divisions internes de ses adversaires et son successeur pourrait potentiellement gagner les élections avec seulement une fraction minime de voix. Présentement en février 2018, les voix de l'opposition, par exemple, se partagent entre les quatre principaux candidats – Moise Katumbi (G7) avec 24%, Félix Tshisekedi (UDPS) avec 13%, Vital Kamerhe (UNC) avec 8% et Jean-Pierre Bemba (MLC) avec 10%. Ainsi avec les autres candidats de l'opposition, ils obtiendraient au total 66% des voix.¹¹ En revanche, seulement 6% des répondants voteraient pour Kabila, et un total de 17% voteraient actuellement pour une personne de la coalition au pouvoir¹² – un nombre qui est demeuré relativement stable au cours de l'année écoulée.¹³

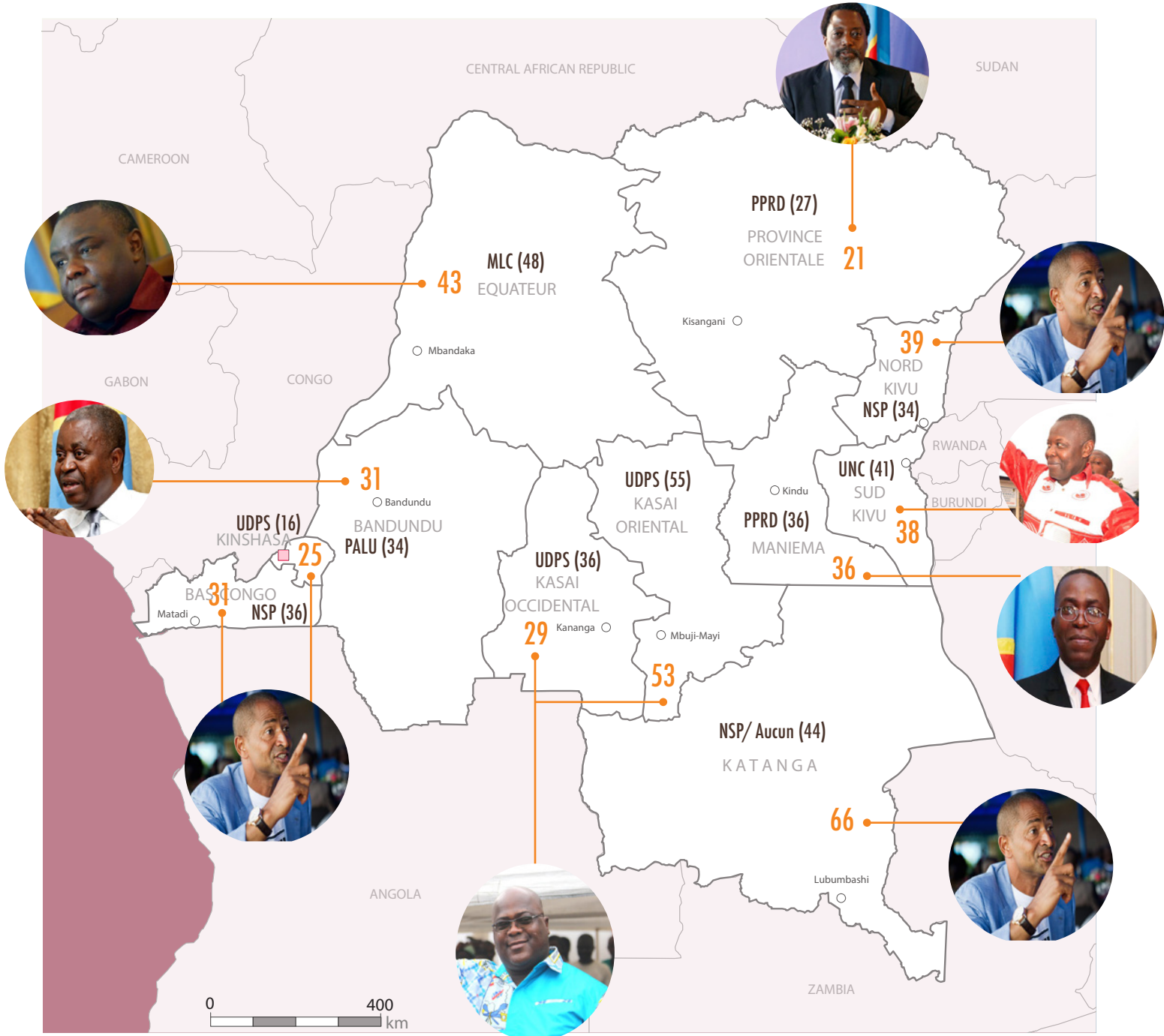


11. Cela inclut : Moise Katumbi, Félix Tshisekedi, Vital Kamerhe, Jean-Pierre Bemba, Eve Bazaiba, Cardinal Monsengwo, Olivier Kamitatu Martin Fayulu et Delly Sessenga

12. Cela inclut: Aubin Minaku, Azarias Ruberwa, Augustin Matata Ponyo, Adolphe Muzito, Lambert Mende, And Antoine Gizenga.

13. Dans notre sondage national de Mai à septembre 2016, 17,5% déclaraient leur intention de voter pour une personnalité de la coalition au pouvoir.

FIGURE 1 | CANDIDATS ET PARTIS POLITIQUES PRÉFÉRÉS DANS LES 11 PROVINCES (%) ¹⁴



14. NSP: Inclut "Ne sait pas", "Aucun" et "Indépendant" - Les intentions de vote des candidats et partis politiques ayant obtenu le score le plus élevé dans la province sont exprimées en %.

S'il est possible que l'électorat se rallie stratégiquement autour d'un candidat de l'opposition, il est clair que l'enjeu central pour l'opposition, sera de surmonter les divisions internes et les egos si les élections se déroulent en 2018.

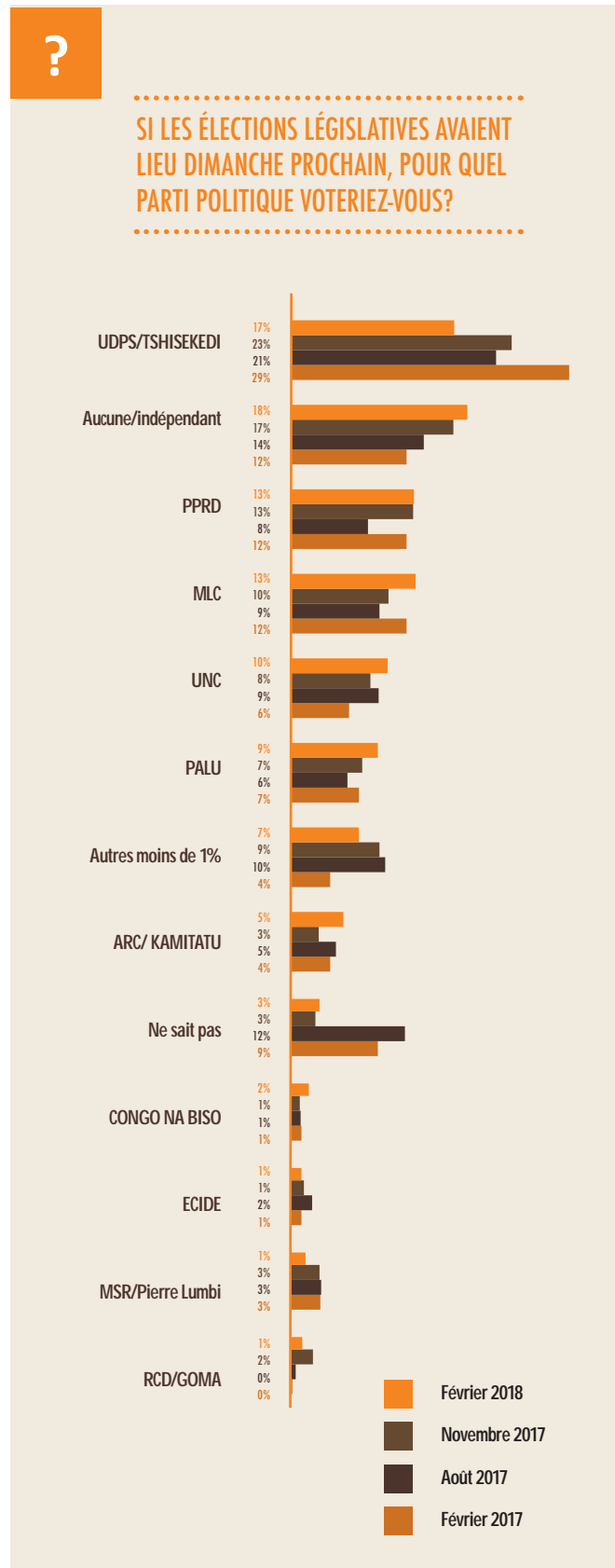
Une alliance de l'opposition pourrait également rendre les élections plus crédibles. Une différence de 20% entre candidats s'élèverait à environ 6 millions de votes, si le taux de participation est semblable ceux des années précédentes, un écart qui serait difficile à combler, sauf en cas de tricherie flagrante. Sans doute, la figure clé d'une telle alliance serait Moise Katumbi : au cas où, il ne pourrait pas rentrer au pays pour participer aux élections, il pourrait devenir le faiseur de roi en soutenant un autre candidat.

Il y a aussi des développements intéressants en ce qui concerne la popularité des candidatures individuelles potentielles :

- Moise Katumbi, l'ancien gouverneur du Katanga qui est en exil depuis mai 2016, voit ses intentions de vote décliner en passant de 38% en février 2017 à 24% en 2018, une baisse de 14% en un an. L'absence de Katumbi du pays, est une explication plausible de cette baisse de popularité;
- Pendant ce temps, Félix Tshisekedi voit une montée subite de sa popularité, probablement en raison de l'absence de Katumbi et la mort de son père, l'ancien chef du parti d'opposition, l'UDPS. Il augmente son score de 5% en février 2017, juste avant la mort de son père, à 13% en février 2018, une augmentation de 8%.

Dans le camp de Kabila, pendant ce temps, le nombre de personnes qui déclarent qu'ils voteraient pour le président sortant a considérablement diminué, pendant que des successeurs potentiels sont apparus :

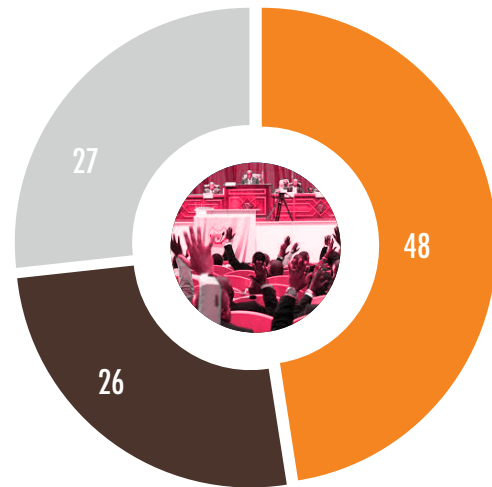
- Kabila, qui enregistrait 8% des voix en mi - 2016, a baissé de 3% en novembre 2017 et obtient 6% des voix en février 2018;
- Tant l'ancien premier ministre Matata Ponyo que le Président de l'Assemblée nationale Aubain Minaku obtiennent environ 3% des voix en février 2018, les deux membres les plus populaires de l'actuelle coalition au pouvoir.



Pendant ce temps, le patriarche vieillissant du parti PALU, Antoine Gizenga, voit sa popularité supplantée par Adolphe Muzito, qui a recueilli 6% d'un hypothétique vote en novembre 2017 et 9% en février 2018.

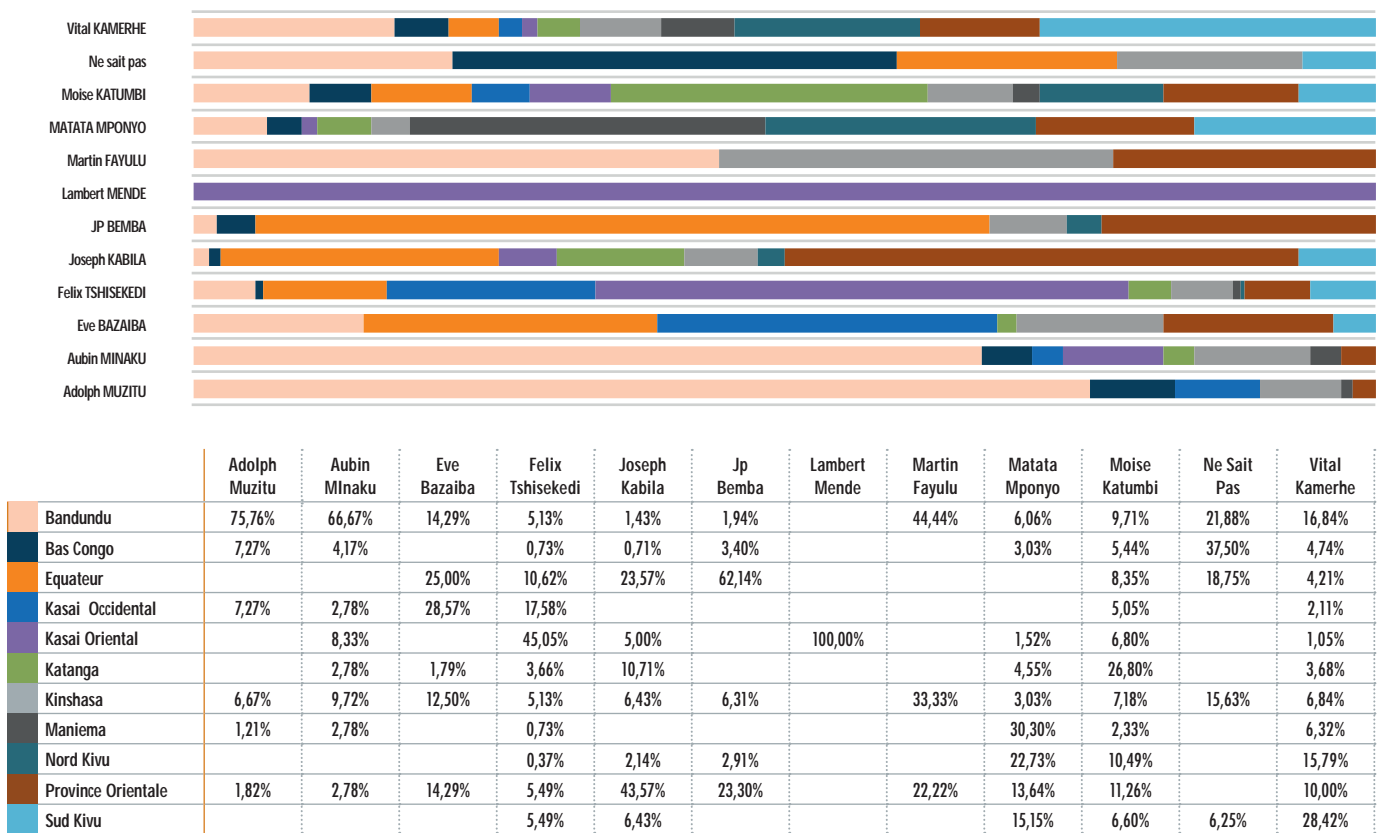
Un parlement pro-opposition

La même conclusion peut être faite pour les partis politiques. Si les élections législatives avaient eu lieu en février 2018, l'opposition occuperait la plupart des sièges de la future Assemblée nationale avec 48%,¹⁵ mais quelque peu en-dessous de la majorité absolue pour devenir une force politique majeure. L'actuelle majorité au pouvoir, en revanche, ne réunirait que 26%¹⁶ des sièges du prochain parlement, selon le sondage de février 2018. Il faut noter cependant que l'analyse se base sur un sondage national, tandis que les sièges se gagnent en fonction des districts électoraux à sièges multiples, ce que le sondage ne prend pas en compte.



■ % sièges parlementaires des partis pro-majorité présidentielle ■ % sièges parlementaires des partis pro-opposition ■ % sièges autres partis

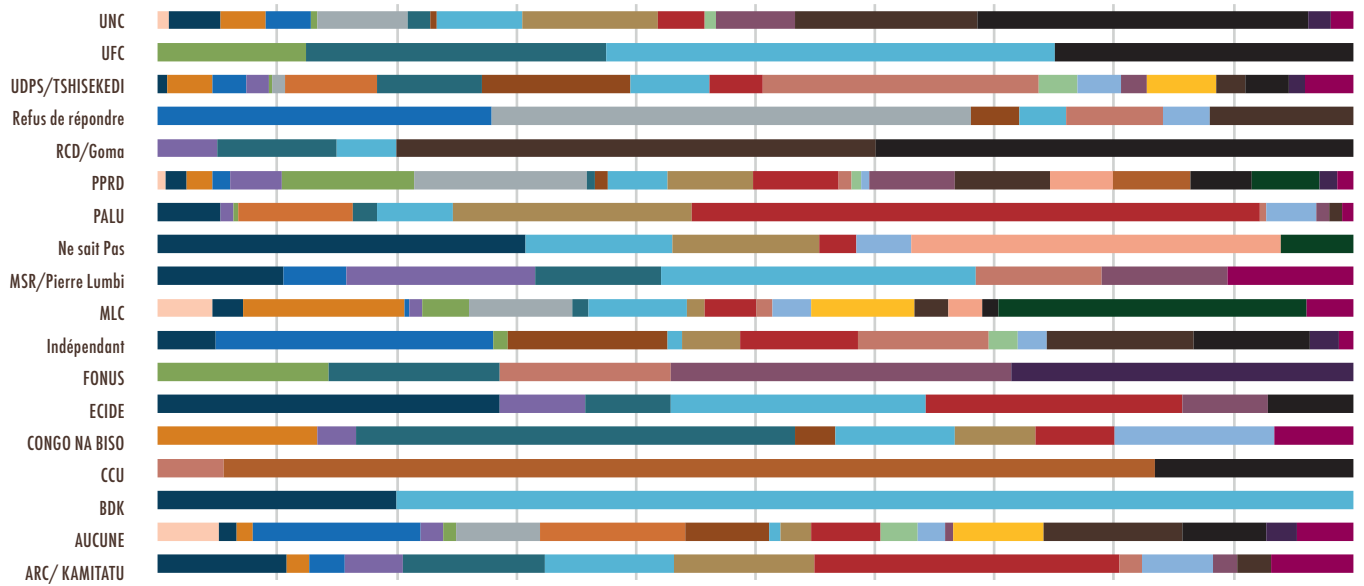
FIGURE 2 | RÉPARTITION DES INTENTIONS DE VOTE DES PRINCIPAUX CANDIDATS PAR 11 PROVINCES



15. Cela inclut : UDPS(17%), MCL (13%), UNC (9%), ARC/Kamitatu (5%), MSR/Pierre Lumbi (1%), Ecide (1%), Congo na Biso (1%), BDK (0,46%)

16. Cela inclut : PPRD (13%), PALU (9%), RCD/Goma (1%), AFDC (1%), UFC (0,4%), MLC/L (0,3%), CCU (1%), et Arc/Minembwe (0.37%)

FIGURE 3 | INTENTIONS DE VOTE DES PARTIS POLITIQUES PAR PROVINCE

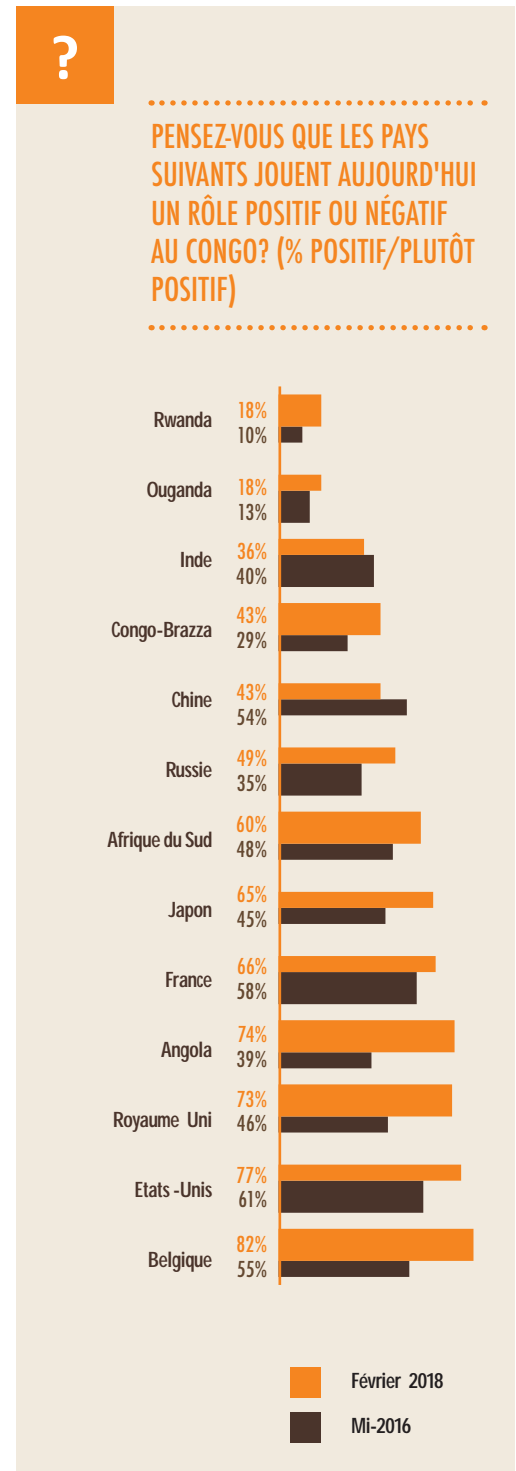
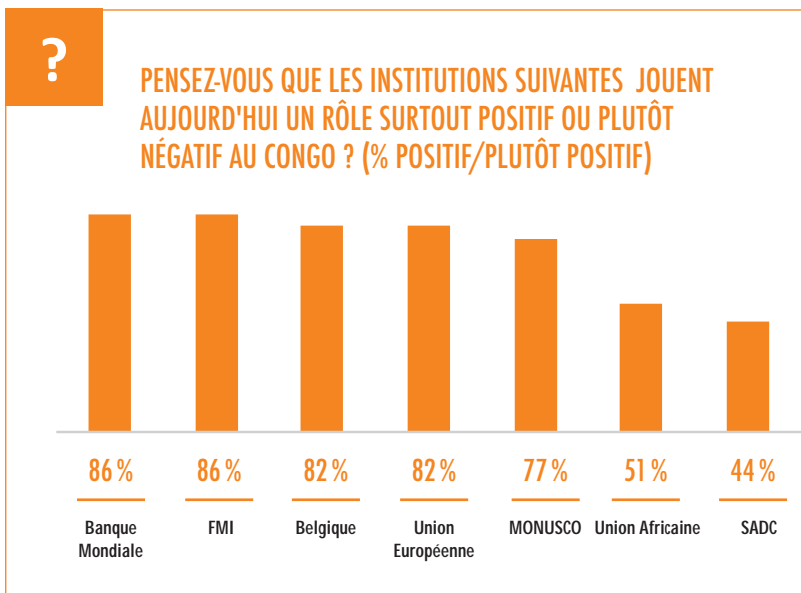


Province	Bas- Congo	Equateur	Haut- Katanga	Haut Lomami	Haut- Uele	Ituri	Kasai	Kasai Central	Kasai Oriental	Kinshasa	Kwango	Kwilu	Lomami	Lualaba	Mai- Ndombe	Manima	Mongala	Nord Kivu	Nord Ubangi	Sankuru	Sud Kivu	Sud Ubangi	Tanganyika	Tshopo
ARC/ KAMITATU	11%	2%	3%	5%				12%		11%	12%	25%	2%		6%	2%		3%						7%
Aucune	5%	2%	1%	14%	2%	1%	7%	12%	7%	1%	3%	6%		3%	2%	1%	8%	12%			7%		3%	5%
BDK	20%									80%														
CCU												6%									78%	17%		
CONGO NA BISO			13%		3%			37%	3%	10%	7%	7%			13%									7%
ECIDE	29%			7%				7%		21%		21%				7%						7%		
FONUS					14%			14%				14%				29%								29%
Indépendant	5%		23%		1%				13%	1%	5%	10%	11%	2%	2%			12%				10%	2%	1%
MLC	5%	3%	14%	0%	1%	4%	9%	1%		8%	1%	4%	1%		3%		9%	3%	3%		1%	26%		4%
MSR/ Pierre Lumbi	11%		5%	16%				11%		26%		11%				11%								11%
Ne sait Pas	31%									12%	12%	3%			5%				31%			6%		
PALU	5%			1%	1%		9%	2%		6%	20%	47%	1%		4%	1%		1%						1%
PPRD	1%	2%	2%	1%	4%	11%	14%	1%	1%	5%	7%	7%	1%	1%	1%	7%		8%	5%	6%	5%	6%	1%	1%
RCD/Goma				5%				10%		5%								40%			40%			
Refus de répondre			28%						4%	4%		8%			4%						12%			
UDPS/ TSHISEKEDI	1%	4%	3%	2%	0%	1%	8%	9%	12%	7%		4%	23%	3%	4%	2%	6%	2%			4%		1%	4%
UFC					13%			25%		38%											25%			
UNC	1%	4%	4%	4%	0%	8%		2%	0%	7%	11%	4%		1%		7%		15%			28%		2%	2%

Engagement international

L'opinion publique congolaise, qui dans le passé a été très sceptique quant à la participation occidentale, semble approuver l'intervention étrangère pour résoudre la crise actuelle. Interrogés sur les sanctions imposées contre des politiciens congolais et des responsables de la sécurité dans notre sondage de novembre 2017, 68% des répondants étaient favorables aux sanctions, tandis qu'une majorité écrasante d'entre-eux (88%) était favorable à une enquête internationale sur la violence dans la région du Kasai où 1,4 million de personnes ont été déplacées depuis août 2016.¹⁷ Ceci en contradiction flagrante avec les positions de la coalition au pouvoir qui a décrié ces actions comme étant une ingérence illégitime dans les affaires intérieures de l'Etat.¹⁸ De même, environ 81% des personnes interrogées approuvent

les conditions préconisées par l'Union européenne pour financer les élections à venir. Nos répondants vont encore plus loin : 77% soutiendraient la création d'un Comité de pilotage international pour appuyer les élections, comme le Comité international d'accompagnement de la transition (CIAT) au moment de la transition démocratique entre 2003 et 2006, une entité souvent considérée comme un exemple d'ingérence étrangère excessive par la coalition gouvernementale. Concrètement, nous leur avons demandé s'ils seraient favorables à un comité composé des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies, de l'Afrique du Sud, de l'Angola, du Congo-Brazzaville, de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), de la Conférence internationale sur la



17. Une enquête du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Droits humains est en cours.

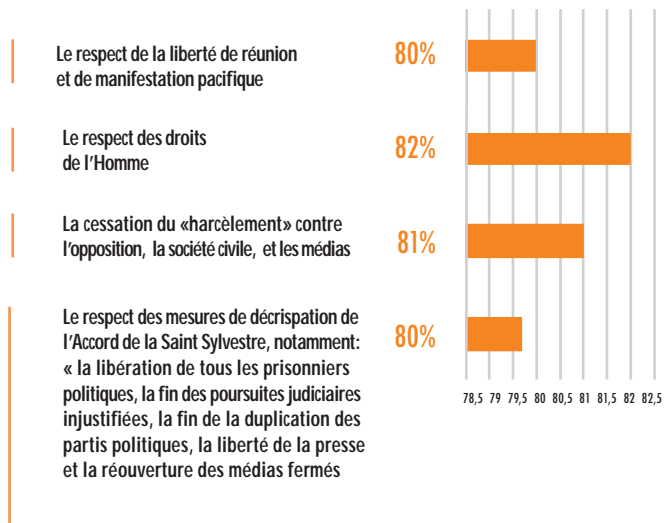
18. ICG, December 2017: INTERVIEW / AFRICA 1 DECEMBER 2017, DR Congo's Deadlocked Crises, originalement publié ans Tagesschau, dans une interview avec ARD Africa Correspondant Alexander Göbel, de Richard Moncrieff, Directeur de l'Afrique Central de ICG discussion sur les crises multiples au R.D. Congo et comment la Communauté International peut répondre à la crise actuelle.

Région des Grands Lacs (CIRGL), de l'Inde,¹⁹ de la Belgique, du Canada, de l'Union africaine, de l'Union européenne et de la MONUSCO. Les répondants ont été informés que ce comité serait chargé de coordonner le soutien international au processus électoral et de surveiller l'application du calendrier électoral. Nous avons également posé des questions sur les tensions entre les gouvernements congolais et belge. Peu après les violentes répressions des manifestations du 31 décembre 2017 et 21 janvier 2018, le gouvernement belge a décidé de suspendre toute aide financière humanitaire à son homologue congolais. Cette décision, ainsi que la critique de la répression, a incité le gouvernement congolais à demander à la Belgique de fermer son agence de développement du pays et le centre de traitement des visas UE (Maison Schengen) qu'elle gère.

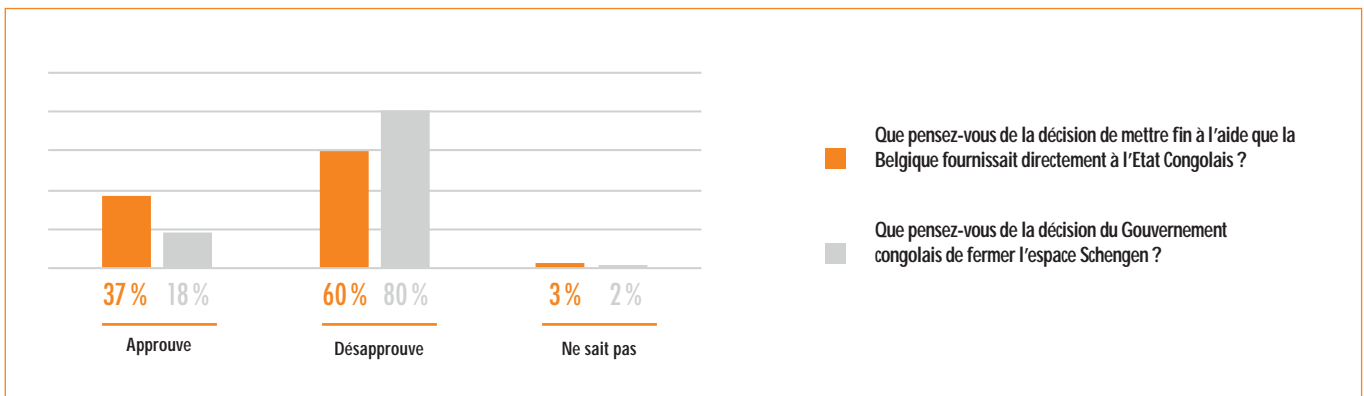
Une écrasante majorité des personnes interrogées (80%) désapprouve la décision du gouvernement de fermer le centre de visa Schengen. Toutefois, une large majorité (67%) désapprouve également la décision belge de contourner le gouvernement congolais et de réorienter les financements humanitaires aux organisations de la société civile. Néanmoins, le rôle de l'Union européenne et de la coopération belge en RDC est très apprécié par la population avec 82% des répondants déclarant que ces deux institutions ont joué un rôle positif en RDC. Seulement la Banque mondiale et le FMI ont obtenu un score plus élevé avec 82% chacun. En outre, malgré les critiques acerbes du gouvernement contre la Belgique, le pays demeure le partenaire international le plus influent de la RDC pour la population, avec 82% des personnes interrogées reconnaissant son influence positive pour le pays, une progression de 27 points de pourcentage depuis notre sondage d'opinion de mi-2016 — la deuxième plus grande progression avec le Royaume-Uni, juste après l'Angola.



QUE PENSEZ-VOUS DES CONDITIONS IMPOSÉES À LA RDC PAR L'UNION EUROPÉENNE POUR LE FINANCEMENT DES PROCHAINES ÉLECTIONS ? (% APPROUVE)



Le Conseil de sécurité de l'ONU © REUTERS/Brendan McDermid



19. L'Inde est proposé ici à cause son expertise dans le vote électronique à grande échelle.

Méthodologie



Les sondages politiques ont été réalisés via des entretiens téléphoniques auprès de 1024 personnes âgées de 18 ans et plus en février 2017, de 1277 répondants en avril 2017, de 1129 enquêtés en août 2017, de 1101 adultes en novembre 2017, ainsi qu'auprès de 1180 répondants en février 2018.

Les interviews se sont déroulées du 19 au 28 février 2017, du 6 au 11 août 2017, du 9 au 16 novembre 2017 dans les 26 provinces et du 30 janvier au 10 février 2018 dans 25 des 26 provinces. Il n'y pas eu de répondants de la province de la Tshuapa dans le sondage de février 2018.

Les répondants ont été choisis au hasard sur une liste de numéros de téléphone produite à partir des résultats du sondage face à face GEC/BERCI de mi- 2016 auprès de 7500 personnes. Ce sondage a également fourni des informations socio-économiques sur les répondants, leur situation

sociale, leur niveau d'instruction, leur emplacement géographique et leur âge, qui nous ont permis de pondérer les données du sondage téléphonique afin de corriger tout biais éventuel. La marge d'erreur des 5 sondages est estimée à environ 3%.

Les interviews ont été réalisées par téléphone avec comme support des tablettes électroniques à l'aide des Kits de données ouvertes (ODK) et transférées directement à un serveur cloud informatique, hébergé par Ona.io. L'assurance de qualité a été réalisée en temps réel étant donné que les enquêtes ont été téléchargées directement sur le serveur et un feed-back a été régulièrement fourni aux équipes de terrain. Les enquêteurs ont été contrôlés pour le niveau de précipitation, la fréquence des sauts de questions et d'autres indicateurs de qualité. Les bases de données pondérées et non-pondérées sont disponibles à la demande.



Créé en 1990, le « Bureau d'Études, de Recherches, et de Consulting International » (BERCI) est une société à responsabilité limitée dédiée à la mise en œuvre des projets de recherche et d'évaluation pour améliorer la prise de décisions fondées sur des données factuelles en RDC. Premier Institut de Sondage congolais, les activités de recherche de BERICI sont centrées sur des thématiques liées au développement, à la bonne gouvernance, au renforcement de l'Etat et à la consolidation de la paix. Les sondages politiques BERICI à but non lucratif sont coordonnés conjointement par la fondation BERICI ASBL.



Le groupe d'étude sur le Congo (GEC) est un projet de recherche indépendant, à but non lucratif dédié à la compréhension de la violence qui affecte des millions de Congolais. Nous effectuons des recherches rigoureuses sur les différents aspects du conflit en République Démocratique du Congo. Toutes nos études reposent sur une connaissance approfondie de l'histoire et de la sociologie de la problématique étudiée. Nous sommes basés au centre de coopération internationale à l'Université de New York.

Toutes nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur :
www.congoresearchgroup.org et www.gecongo.org

Bureau d'Études de Recherche et de Consulting International
480, avenue Kasai, Kinshasa
Kinshasa, Commune de la Gombe
République Démocratique du Congo

Center on International Cooperation
726 Broadway, Suite 543 New York, NY 10003
www.cic.nyu.edu
 [@GEC_CRG](https://twitter.com/GEC_CRG)
www.congoresearchgroup.org